

royaliste

BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

CIBLE

Le Pire

L'ignoble calembour de Le Pen, qu'on répugne même à citer, a provoqué l'indignation de l'ensemble de la classe politique. Nous la partageons d'autant plus fortement que nous avons été parmi les premiers à dire qu'il fallait avoir peur du chef du Front national: peur de sa démagogie haineuse, peur de ses fantasmes - si obsédants qu'il ne parvient plus à les réprimer.

Mais il ne suffit pas de condamner. L'affaire du détail n'avait pas empêché certains notables de droite de maintenir leurs accords régionaux avec le Front national, M. Pasqua d'évoquer des «valeurs communes» pendant la campagne présidentielle, et M. Gaudin de se déshonorer en négociant avec l'extrême droite lors des législatives de juin dernier.

Dans les consultations à venir, la droite démocratique doit édifier, face au Front national, d'infranchissables barrages car des compromis locaux entraîneraient un discrédit global.

Pour préserver des avantages immédiats, nul ne saurait consentir au pire.

Revenu minimum

Pour une société



solidaire

Gouvernement

Bilan et perspectives

(p.12)

Révolution

Pourquoi le dérapage ?

(p.9)

M 2242 - 498 - 12,00 F



3792242012008 04980

Monarchies

Charles et Jean-Charles

Puisque la France se prépare à vivre à l'heure européenne, il est utile d'écouter ce qui se dit chez nos voisins dans l'ordre politique. Ce faisant, nombre de Français qui estiment que la monarchie est un régime définitivement enfermé dans le siècle de Louis XIV, s'apercevraient qu'ils sont eux-mêmes fort en retard sur leur temps.

Ainsi, en Espagne, la réussite de la monarchie est tellement évidente que les hommages qui lui sont adressés entrent aujourd'hui dans la catégorie des informations banales. Dans une dépêche du 25 août, l'AFP a cependant eu raison de relever les déclarations de Santiago Carillo, lors d'un séminaire organisé par l'université de Santander. Evoquant la tentative de coup d'Etat de 1981, l'ancien secrétaire général du Parti Communiste Espagnol a déclaré que «si un président de la République avait été au palais de la Zarzuela (la résidence royale), et non le roi, la démocratie aurait disparu, car l'armée ne lui aurait prêté aucune attention, les députés et le gouvernement étant séquestrés à la Chambre des députés». Observant que «personne n'était descendu dans la rue

Nous ne sommes pas les seuls à dire que la monarchie est un régime démocratique, moderne, efficace dans son ordre, et réellement novateur.

pour défendre le régime constitutionnel», Santiago Carillo a souligné que «la monarchie est la solution la plus efficace pour que la volonté de la société civile finisse par s'imposer en Espagne». Voilà qui devrait être médité par tous ceux qui se préoccupent du rôle de la société civile, autour de Michel Rocard notamment.

Bien sûr, bien sûr, dira-t-on, avec l'Espagne les royalistes tiennent un bel exemple mais, dans les autres monarchies, les rois ne jouent qu'un rôle décoratif: c'est potiche et compagnie ! L'exemple britannique vient d'ordinaire à l'appui de cette idée reçue. Or c'est justement de Grande-Bretagne qu'arrive le démenti. Depuis quelques mois, des magazines français publient de longs reportages sur le prince Charles, dont le comportement n'évoque en rien l'opérette. Ainsi, après Actuel, L'Express a publié en juillet dernier (1) un intéressant article qui expose, non sans sympathie, les actes du prince de Galles et la stratégie dans laquelle ils sont inscrits.

Loin d'attendre, en tuant le temps, d'accéder au trône, le prince héritier exprime des soucis et dessine un projet qui dérangent les conservateurs de droite et de gauche. «Le fils aîné de la reine manifeste, en effet, la plus grande sympathie pour la population deshéritée de son royaume, et n'hésite pas à multiplier les contacts avec les jeunes chômeurs, les sans-abri et, en général, tous les laissés-pour-compte de la société britannique. Cette préoccupation, ni récente ni opportuniste, précise Jean-Michel Caradec'h, fait partie d'un ensemble de prises de position et d'initiatives qui, depuis près d'une dizaine d'années, dessinent les contours d'une stratégie...».

Ce souci de justice s'exprime tout particulièrement dans le domaine de l'architecture qui, pour le prince de Galles, ne doit pas être séparé des questions sociales. Dénonçant les promoteurs immobiliers («vous avez fait plus de dégâts à Londres que les bombardiers de la Luftwaffe pendant le Blitz», leur a-t-il déclaré), il dessine,

très concrètement, une nouvelle politique urbaine: «adepte de l'architecture communautaire, Charles soutient toutes les initiatives où la population est directement associée à la conception de l'habitat, et il pousse les usagers à refuser les diktats des promoteurs immobiliers».

Ainsi se dessine, dans l'urbanisme, dans la lutte contre l'injustice, et singulièrement contre le racisme et la condition des immigrés, dans la recherche de solutions concrètes contre le chômage, une «monarchie nouvelle vague» selon l'expression que l'américain Charles Jenck emploie dans le titre d'un livre récemment publié à Londres (2). Comme Juan Carlos d'Espagne, Charles d'Angleterre fut longtemps regardé avec une commisération teintée de mépris. Comme Juan Carlos, il est appelé à jouer un rôle majeur dans le destin du peuple qu'il a pour mission de servir.

Sylvie FERNOY

(1) «Le prince Charles est-il de gauche ?» L'Express, 8 juillet 1988.

(2) «The Prince, the Architects and New Wave Monarchy», Academy Edition.

royaliste

SOMMAIRE: p.2: Charles et Jean-Charles - p.3: Redémarrage économique - L'opposition décomposée - p.4: Accepter la Turquie - p.5: Albanie: le pays immobile - p.6/7: Revenu minimum d'insertion - p.8: Le centre perdu - p.9: Révolution: pourquoi le dérapage ? - p.10: Chronique commémorative - p.11: Action royaliste - p.12: Lignes directrices
REDACTION - ADMINISTRATION
17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris
(1) 42.97.42.57
Directeur de la pub.: Yvan AUMONT
Comm. Parit. 51700 -ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (65 F), six mois (125 F), un an (200 F), soutien (350 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM: Prénom:

Adresse:

Profession: Date de naissance:

ROYALISTE, 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Embellie

Démarrage économique

Malgré les prévisions alarmistes des conjoncturistes, le taux de croissance du Produit Intérieur Brut (P.I.B.) français sera probablement cette année, et pour la première fois depuis le second choc pétrolier de 1979, supérieur à 3%.

Plusieurs raisons permettent d'expliquer une telle amélioration. La première tient dans l'abaissement des prix du pétrole intervenu en 1985, mais qui n'a porté ses fruits qu'un an plus tard. Les entreprises ont alors vu leur taux de marge (1) avoisiner les 30%. Mais cela ne s'est pas immédiatement traduit par une augmentation des investissements productifs. Compte tenu de la bonne santé des marchés financiers, il était plus rentable pour une entreprise, à cette époque, de placer ses liquidités en Bourse.

Aussi bizarre que cela puisse paraître, il a fallu attendre le krach boursier d'octobre 1987, la peur du spectre de 1929 et l'adoption, par l'ensemble des banques centrales des pays occidentaux, de mesures monétaires destinées à favoriser le crédit, pour voir les entreprises investir. Au-delà du caractère purement conjoncturel, une telle mesure, contraire à l'orthodoxie économique ambiante, a de quoi surprendre mais mérite une réflexion approfondie de la part de nos gouvernants. Certes, celle-ci pourrait relancer l'inflation, mais au moins aura-t-elle favorisé le redémarrage (momentané?) de notre économie et par là-même la création d'emplois, de manière encore insuffisante, mais non négligeable en cette période de chômage important:

selon une statistique récente, le nombre des créations d'emplois sera de l'ordre de 150.000, en 1988. Dès lors, une question se pose: une inflation maîtrisée n'est-elle pas préférable à un taux de chômage élevé.

Il est donc inexact, comme cela se fait au RPR, d'attribuer ce bon résultat à la politique économique menée par Balladur sous le gouvernement Chirac: dans les grandes lignes, celui-ci n'a fait que prolonger la politique commencée par Delors, à la fin de 1982, et poursuivie par Bérégovoy entre 1983 et le début de 1986; laquelle était inévitable après les errements de 1981, mais ne saurait constituer le remède à la crise que traverse notre économie.

Une ombre cependant, subsiste au tableau: tant que notre tissu industriel restera insuffisant, toute augmentation de la croissance économique mettra en péril notre commerce extérieur, et donc notre indépendance. Depuis une douzaine d'années aucun gouvernement n'est parvenu à résoudre ce problème. D'où la nécessité, avant tout, de définir une politique industrielle cohérente. Une croissance stable et durable viendra de surcroît.

Patrice LE ROUE

(1) Part de la valeur ajoutée qui n'est pas allouée aux salaires.

Capilotade

L'opposition décomposée

En politique, le pire rival est toujours le plus proche. L'état lamentable dans lequel se trouve l'opposition illustre cette vieille vérité.

L'opposition n'est pas «une», ni «plurielle», mais complètement disloquée. Cette conséquence prévisible de l'échec des deux candidats de droite à l'élection présidentielle se trouve aggravée par des rivalités personnelles, par l'absence de projet, et par une évidente incapacité à assumer les défaites.

La droite, c'est un fait, ne sait pas perdre. Comme en 1981, elle applique la maxime du «vae victis» (malheur au vaincu) ou en termes contemporains le principe de l'abandon immédiat du «looser». Ainsi, Raymond Barre a été abandonné ou trahi par ceux qui, il y a quelques mois, se proclamaient ses loyaux compagnons: Charles Millon pour ne citer que lui. Sans doute écoeuré, mais pas encore éliminé, l'ancien Premier ministre s'emploie faute de mieux à régler ses comptes, avec l'UDF tout spécialement, qu'il vient de secouer en proclamant son accord avec les grandes orientations du président de la République.

Or l'UDF n'avait vraiment pas besoin de cette déclaration intempestive. Alors que les dirigeants du Parti républicain confessent qu'ils sont dans le creux de la vague, les centristes poursuivent leur marche sur une route toujours plus divergente: d'abord l'autonomie sur le plan parlementaire, dans quelques temps l'indépendance, puis une adhésion à la majorité présidentielle que Pierre Méhaignerie a esquissée lors de l'université d'été du CDS. N'oublions pas Simone Veil, franc-tireur emblématique, qui souhaite la réussite de Michel Rocard et de son gouvernement...



■ Trahi et abandonné par les siens...

Le RPR n'est pas en meilleur état. Assommé par une défaite qu'il n'avait pas vu venir, il est maintenant divisé entre les conservateurs chiraquiens et les amis rénovateurs d'un Philippe Seguin qui rêve depuis longtemps à l'Elysée. Mais, à la différence de l'UDF où le cynisme s'accompagne de lucidité, la direction du RPR a choisi la méthode Coué: Jacques Chirac a été, est, et sera toujours le meilleur. Culte de la personnalité, absence de pensée et de projet, refus de l'autocritique et de la démocratie interne: le RPR évoque irrésistiblement le Parti de Georges Marchais, et le gros appareil chiraquien risque de connaître le triste sort du Parti communiste.

Aucun démocrate ne saurait se réjouir de la décomposition de la droite conservatrice: malgré ses ignominies, Le Pen pourrait en profiter.

Yves LANDEVENNEC

Questionnez, on vous répond !
Minitel : 3615 AGIR * NAR

Accepter la Turquie

La récente demande d'adhésion de la Turquie à la CEE résulte d'une volonté ancienne en Turquie, qui transcende le simple débat partisan. Le Turc se sent solidaire du destin européen. Les Ottomans prirent pied sur notre continent en 1453 - chute de Constantinople - progressant ensuite jusqu'à Vienne et se stabilisant, vers la fin du XVIII, dans les Balkans. Certes leur présence fut agressive (la progression russe vers l'Europe centrale ne le fut elle pas tout autant ?) mais ils firent indiscutablement partie du concert européen notamment par l'alliance avec la France contre l'Autriche et par le contrôle des détroits, plus tard par des liens privilégiés avec l'Allemagne. Il existe, qu'on le veuille ou non, une solidarité obligée, un destin commun entre l'Europe et la Turquie.

Le concert européen a plutôt relevé du couac lors de la demande d'adhésion; la Grèce a notamment mis comme condition à cette entrée le règlement d'un contentieux complexe et ancien sur la mer Egée et surtout sur l'affaire Chypriote. Berceau de la civilisation occidentale, la Grèce a su fort habilement exploiter la crainte de l'Islam pour troubler nos consciences; la Turquie est un pays musulman, certes laïc mais où l'intégrisme progresse, l'admettre dans l'Europe c'est introduire le cheval dans Troie...

Il faut rappeler certaines données. Premièrement les solidarités turques sont en Asie Centrale et non au Moyen Orient. La Turquie est anatolienne et son influence en Asie reste liée aux voies de communication des hauts plateaux et des steppes d'Asie Centrale où, peu ou prou 150 millions d'individus sont turcophones et ce jusqu'en Mongolie. La Tur-

La Turquie n'a décidément pas bonne réputation. Le dernier attentat contre son Premier ministre a réacréité l'idée d'une démocratie oscillant entre le coup d'état militaire et l'instabilité politique violente; le tout sur fond de Midnight Express et de génocide. La Turquie demeure pour beaucoup l'homme malade de l'Europe. A y regarder de plus près les choses sont loin d'être aussi simples.



quie domine géographiquement les plaines du monde arabe, elle contrôle le Tigre et l'Euphrate et gère un lourd passé colonial qui obère ses relations avec l'Irak et surtout la Syrie. Toute avance de la Turquie vers cette zone est perçue comme une menace par ses voisins.

Deuxièmement, la Turquie est liée au monde musulman. Cette solidarité ne saurait se limiter au seul moyen orient arabisant. La Turquie possède l'épée et la tunique du prophète, symbole du Khalifat; elle possède une vitalité religieuse propre avec ses courants et ses sectes. Loin d'être influencable, elle affiche une indépendance religieuse profonde. En occident, les travailleurs turcs ont leurs propres mosquées, distinctes des autres croyants. Ceux qui affirment hâtivement que l'Islam est avant tout un code social - sous entendu incompatible avec nos valeurs - feraient bien de méditer non pas seulement sur la laïcité de l'Etat turc mais surtout sur la réalité et l'histoire de la pratique religieuse dans ce pays. Certes, il

existe un courant traditionaliste mais en Turquie la tradition n'est ni arabe ni iranienne. L'Iran khoméniste ne saurait trop rappeler le passé dans ce pays sans déclencher à nouveau un panturquisme aux antipodes de son intérêt.

Troisièmement, la Turquie est un Etat laïc, résolument moderne. Cela signifie tout d'abord que la Turquie fait table rase de la période ottomane. L'historiographie turque insiste sur la liaison entre la politique non turcophile des Ottomans, leur pratique religieuse et l'effondrement des années 1920. La nation turque a failli disparaître du fait de la logique même de l'empire. Ankara est la capitale parce qu'elle est en Anatolie. Islam et Empire sont liés à la plus grande défaite de ce peuple. Il est frappant de constater la méconnaissance des Turcs à propos de l'histoire ottomane et la pertinence de leurs analyses sur l'histoire pré-ottomane (hittites, ourites). La tragédie arménienne doit être examinée à cette lumière. Le

Turc contemporain a découvert par les attentats, cette partie d'une histoire que le gouvernement ne considère plus comme sienne. Enfin, la modernité passe par l'usage d'une écriture de type européen qui coupe toute l'intelligence de son passé ottoman. La réforme du militaire Ataturc a porté ses fruits. L'armée turque se considère toujours comme la gardienne de cet héritage ce qui explique ses interventions dans la vie politique du pays.

La Turquie de Monsieur Ozal est donc proeuropéenne. Le Premier ministre met en œuvre une politique de modernisation (souvent outrancière) du pays: 8 % de croissance annuelle. La Turquie veut adapter ses structures industrielles aux exigences européennes. On voit mal en quoi la Turquie serait, sur ce plan moins bien placée que le Portugal et la Grèce. Les cinquante millions de Turcs désirent adhérer à l'Europe pour y trouver une garantie démocratique; il serait fou de les en dissuader. Face à une Allemagne fédérale qui fit reposer sa croissance sur l'exploitation souvent scandaleuse («Tête de turc») de l'excellence de la main d'œuvre turque, la France doit appuyer la candidature de ce pays, comme jadis nos rois surent utiliser cette carte dans le jeu européen. Certes, il faudra veiller à obtenir qu'une juste lumière soit faite sur les épisodes douloureux de l'histoire humaine dans cette région, que la Turquie s'aligne non seulement économiquement mais aussi socialement sur l'Europe. Mais c'est à ce prix que l'Europe saura se construire dans la réelle diversité et proposer une alternative aux visions sectaires du monde.

Denis ARTOT

Albanie

Le pays immobile

A l'image de tout groupement organisé d'individus, le monde étrange et merveilleux du Socialisme n'a pas été épargné par l'un des vices majeurs des sociétés contemporaines, qui est de secréter soi-même sa «part maudite»: celle des irréductibles. Ainsi est apparue, un beau matin de janvier 1946, l'Albanie Populaire.

Or il existe bel et bien toute une mythologie de l'Irréductible (le mythe mondial d'un certain Gaulois anéantira les plus sceptiques) qui fait de la patrie de l'invincible Skanderberg et de l'infailible Enver Hoxha un pays fascinant. Seulement voilà, malgré son fantastique et biblique destin - rester le dernier en lice lorsque tous les autres auront sombré - l'Albanie n'attire pas les foules. Ni les médias d'ailleurs (même si certains journalistes du «Fig-mag» se sont risqués dans cet enfer afin d'en ramener des images édifiantes pour bourgeoises lubriques en mal de sensations fortes). C'est vrai l'information passe mal.

J'ai ainsi pu discuter avec des personnalités ayant voyagé dans plus de cent pays mais ignorant que n'importe quel être normalement constitué peut se rendre *ad libitum* en Albanie. En ce qui concerne les personnes qui ont déjà accompli le voyage au bout du marxisme, elles ne retiennent du pays que ses aspects les plus démoralisants: jeunesse endoctrinée qui improvise aux touristes de passage des poèmes appris par cœur depuis des années, bronzage acrobatique entre les dizaines de casemates militaires installées sur la plage, vif succès de la mode «patte d'éléphant», nette préférence pour le transport animal («alors qu'ils pourraient très bien s'intoxiquer à l'oxyde de carbone», me dit ma voisine), sans oublier l'imposante

Revenant de vacances en Albanie, un de nos rédacteurs en rapporte ces quelques notes qu'il intitule avec un humour amer: «*Les yeux ouverts de la société fermée, ou comment échapper à la pérestroïka pendant qu'il en est encore temps*».



■ Une nette préférence pour le transport animal !

statue de Tirana représentant un Jo Staline encore tout étonné par tant de déférence à son égard.

Tous les esprits éclairés s'en doutent bien: ces visions de l'Albanie ne sont que superficielles et, qui plus est, statiques. En effet, pour apprécier le «Pays des Aigles», il est une étape obligatoire qui consiste à analyser l'évolution dynamique de la société. Aussi faut-il faire preuve d'une certaine abnégation pour ne pas craquer la première fois et oser alors LE second voyage. Dès lors tout s'éclaire. On peut faire en particulier trois constats.

Tout d'abord, il est indubitable que le peuple albanais s'enrichit: cinq mois de salaire pour acheter un vélo contre huit mois il y a quinze ans... sans parler de la terrible apparition de postes à galène, des maillots de bain polychromes ainsi que des planches à roulettes auto-

produites mais rapidement autodétruites.

Ensuite, il y a l'effervescence culturelle, qui est réelle: les musiciens officiels découvrent Debussy ou Stravinsky et les plagient d'ailleurs fort bien, les cinéastes inaugurent le «post-réalisme» (encore plus vrai que la vérité) et les écrivains exportent dans le monde entier. Une mention toute particulière mérite d'être faite à l'égard du génial Ismaïl Kadaré, dont la verve aura ému les privilégiés spectateurs d'«Apostrophes».

Enfin, après une période de troubles politiques liés à la succession du Camarade Enver, la société albanaise semble être, à la différence des autres pays socialistes, plus que jamais une société consensuelle. Etudiant, on critique un peu la rigidité des mœurs; puis, en vieillissant, on se résigne en se disant que tout ça c'est la faute à Zog, aux

mentalités encore imprégnées de religion et de féodalité et on se soulage définitivement en jetant l'anathème sur les Grandes Puissances, causes de tous les malheurs.

Restent les intellectuels, ces trouble-fêtes, qui ne sont bons qu'à se plaindre et à se réfugier derrière les prophéties de Pasternak: «Des temps passeront, des longs temps. Mais ce qu'il y a de noble et de créateur, après une longue nuit, reviendra à la lumière».

Mais voyons, messieurs les intellectuels ! Le peuple albanais a les yeux ouverts: il sait très bien qu'il n'a pas besoin de la pérestroïka et des subterfuges de l'économie mixte pour atteindre la lumière. Non, les Albanais ne sont pas suffisamment stupides ou masochistes pour copier aveuglément des systèmes dont l'incapacité à résoudre pacifiquement les crises crève l'évidence...

Nicolas PELISSIER



■ Organisation et discipline...

Revenu minimum d'insertion

Le pauvre est enfin revenu

En révélant ces chiffres l'an dernier devant le Conseil Economique et Social, le Père Josef Wreszinski a brisé l'une de nos fiertés: celle de posséder le système de protection sociale le plus complet du monde.

Ainsi, en dépit des efforts financiers et de la multiplication des garanties dont les législateurs ont entouré le citoyen contre la maladie, l'accident du travail, le vieillissement, le chômage, l'abandon familial, les handicaps physiques et mentaux, allant jusqu'à instituer des minima de ressources, comme le SMIC, qui protègent les plus faibles contre la cruauté latente des lois économiques, voici qu'il faut constater l'échec. La pauvreté n'est pas vaincue.

A vrai dire, elle n'a pas cessé de hanter les décors d'une société toute entière ordonnée vers la quête du bien-être. La dureté de la conjoncture de l'emploi a soudain forcé le trait: les pauvres sont trop nombreux pour se tenir sagement «sous l'escalier» biblique, à recueillir les miettes de l'ordinaire festin: leur foule muette envahit peu à peu les marches de la conscience. Deux millions cinq cent mille, une grande métropole. Celle des exclus.

Les premières mesures adoptées pour faire face à cette masse non-identifiée - et notamment les «compléments locaux de ressources» (CLR) lancés par Adrien Zeller à partir de septembre 1986, ont permis, dans les villes ou régions qui furent volontaires pour les mettre en œuvre, de recenser les obstacles spécifiques qui se dressent entre l'aide et les personnes en proie à la détresse matérielle et sociale. Et l'on découvre ainsi des lois - qui ne sont paradoxales qu'aux yeux de ceux qu'une mystique progressiste un peu trop confortable a, une fois pour toutes, convaincu de la prochaine «extinction du paupérisme».

La misère a beau se définir

par les manques évidents qui la révèlent: manque d'argent, de logement, de travail, de formation - si l'on songe aux dispositifs conçus justement pour pallier un à un ces défauts, on ne peut s'expliquer la persistance, voire l'accroissement de la population en détresse, que par une carence plus globale, et certes moins facile à compenser: celle du lien social.

Quand bien même les privations dont on souffre seraient prévues, leur risque évalué et leur remède à portée de la main, il y aurait une déreligion, un abandon subi ou consenti, une exclusion de fait, un exil, qui les rendraient intatteignables. A l'opposé de l'insertion solidaire, ce serait une désinsertion imposée ou voulue, une épreuve de survie en parallèle, hors-les-murs de la cité. D'un désert où la voix ne porte plus, ignoré, le pauvre s'établit dans ce statut innommé, ce nomadisme de *no mans'land* où il faut sans cesse abattre quelque muraille pour aller le rejoindre, d'abord, le ramener, ensuite (si l'on peut) et, de toutes façons, le re-connaître.

LE REJOINDRE

On peut s'étonner que les machines administratives, policières ou fiscales, si aptes à mettre en fiche le moindre citoyen, aient été jusqu'ici incapables de quadriller la population de la détresse. Qui sont-ils, et combien? Les chiffres sont approximatifs et controversés. On attend de l'INSEE qu'il y applique enfin l'armée de ses enquêteurs. Car, même localement, où les gens se connaissent, si l'on a vu des particuliers sans ressources apparentes mais dont les patrimoines cotaient à l'i.g.f., se faire attribuer l'aide sociale, voire médicale, gratuites... à l'inverse, quels moyens aurait-on eu pour recenser vraiment

ceux que le besoin étrangle, ou va étrangler?

Le plus souvent inavertis des lois, incapables d'en exciper, ou même inconscients de la gravité de leur propre état, ils se taisent. Et c'est devant le drame accompli que l'on est parfois réduit à tenter de leur dire qu'ils auraient pu crier au secours, et être sauvés.

Les rejoindre implique donc l'affinement des données, concernant les revenus réels - y compris des ménages qui sont fiscalement non-imposables. Tâche nouvelle pour nos inspecteurs des contributions que de traquer, non point seulement le gros contribuable caché, mais la trace infime de ceux qui n'ont rien, ne déclarent rien, et jamais rien ne demandent, parce qu'il «se sont cristallisés dans un écosystème de gestion de leur survie avec des moyens très faibles, mais équilibrés» (1) et



Deux projets gouvernementaux, l'impôt de solidarité sur la fortune et le revenu minimum d'insertion, devraient être débattus lors de la prochaine rentrée de la Chambre. Il serait regrettable que, pour des raisons de tactique parlementaire, ce débat soit esquivé masquant ainsi la cruelle réalité: cent mille personnes vivent avec moins de la moitié du SMIC... Quatre cent cinquante mille n'ont aucune couverture sociale.

parmi nous . . .

que pour sortir de leur chômage de longue durée, par exemple, et de leur sentiment d'échec, il faudrait investir, s'habiller, démarcher, et hasarder dans une agitation douteuse, des moyens nécessaires à la subsistance minimale...

Aller jusqu'à les percevoir dans ce dilemme, comme tant d'autres en leur drame, suppose un resserrement des liens sociaux, une attention à l'autre, dont l'indifférence individualiste a désaccoutumé nos collectivités. Des travailleurs sociaux, assistantes, infirmières, ne peuvent y suppléer, sauf à prétendre gérer seuls l'aide à la pauvreté comme une tâche technique et routinière, c'est-à-dire en méconnaissant son caractère aberrant, anarchique, et donc les migrations et mutations qui la rendent aussitôt que saisie, insaisissable.

C'est ici qu'intervient la question des gestion des moyens et donc des mesures que le gouvernement s'apprête à faire approuver par la représentation nationale.

Il importait aux socialistes de marquer leur retour aux affaires par une avancée sociale d'envergure, dans la tradition des grandes grandes réformes du Front Populaire. Entre la nécessité morale où ils se trouvent de rétablir au moins le symbole de l'Impôt sur la Grande Fortune supprimé par les libéraux, et celle de s'attaquer à la grande pauvreté, le gouvernement a cru bon de faire une synthèse. Du coup, il l'a enrobé à tort d'un langage bâtarde, et plus idéologique que ne l'étaient ses intentions.

«L'impôt de solidarité sur la fortune des 110.000 foyers les plus riches financera le revenu minimum d'insertion des 500.000 plus pauvres...»

Outre qu'elle est arithmétiquement inexacte, cette présentation est fallacieuse en ce qu'elle donne à croire que l'aide à la misère est exclusivement à la charge des riches - comme s'il s'agissait là d'une mesure égalisatrice des fortunes dans le sens utopique de quelque «société sans classe».

La concession au slogan propagandiste empêcherait pour un un peu de percevoir la portée décisive du geste proposé. Il s'agit, au-delà des risques couverts par le statut «normal» de travailleur-cotisant, d'intégrer au système de protection sociale son «dernier étage», selon Michel Rocard: la marginalité souffrante du Quart Monde. De reconnaître les mêmes droits aux «sans-droits» et de les accueillir au même titre dans le giron de la solidarité nationale. Les implications philosophiques de cette mesure sont considérables: enfin sont dépassés les critères de renta-

bilité dans l'appréciation des soins et des égards dus aux acteurs sociaux. Sortis du noir tunnel du modernisme industriel, la communauté a retrouvé le chemin de la miséricorde chrétienne dans son épanouissement médiéval. Egalité de tous devant la souffrance et la mort, et même gratuité de ce qui leur est dû - en tant qu'hommes.

Cette signification ne manquera pas de se dégager davantage à mesure que, de leur côté, les moyens de cette aide trouveront leur forme adéquate. Pour l'heure, le curieux «dialogue d'ouverture» entre M. Rocard et P. Méhaignerie, où l'un demande à l'autre d'assortir le versement de l'allocation financière de l'exigence de «contreparties» en travail, service ou formation, démontre assez bien les difficultés de l'entreprise.

L'aide en argent - qui doit rester modeste pour ne pas rivaliser par en-bas avec le SMIC, risque d'être une rente à la désinsertion - disons plus grossièrement, une prime à la paresse.

Mais de quelles conditions l'entourer qui soient à la portée du sujet physiquement, intellectuellement, moralement ? Parmi les rares emplois disponibles, comment lui en réserver une part ? Et quel travail lui proposer qui soit à la fois socialement utile et susceptible d'être un premier pas vers une réinsertion professionnelle ? Enfin, quel statut consentir (ou quelle sanction ?) à ceux qui ne sauraient fournir la moindre contrepartie ?

Nous sommes au début d'un long et pénible ouvrage d'exploration, d'approche, d'apprivoisement, qui exigera une invention constante. Les responsables, à l'incitation des préfets (à bon droit ici nommés Commissaire de la République) en seront par priorité les collectivités locales et leurs agents, les Caisses d'Allocations Familiales et toutes les associations qui, déjà nombreuses sur le terrain, sont en mesure d'encadrer concrètement les premiers soins, puis les différents paliers de recyclage et d'insertion professionnelle des naufragés. A cet égard la loi proposée est insuffisante: elle n'ouvre guère de latitude supplémentaire à ces associations dites «intermé-

diaires» qui seules sont à même d'assurer le passage vers des entreprises de droit commun, voire d'en créer sur place dans les créneaux économiques laissés vacants, ou pour satisfaire des besoins réels, quoique non-solvables (2).

L'importance du rôle de ces associations est encore d'un autre ordre. Elles tissent autour des personnes secourues un nouveau réseau de liens affectifs et relationnels qui est le premier signe de la réinsertion.

Et quand il ne l'est pas, car il faudra admettre également désormais cette alternative du «non-engagement social» comme légitime, de telles associations, préfigurées par les Compagnons d'Emmaus de l'Abbé Pierre, deviennent des lieux de vie intermédiaires entre l'insertion trop contraignante et la périlleuse désertion. La reconquête de l'autonomie responsable se fait dans et par le groupe dans un contexte moral où la pauvreté relative de chacun est le contraire même de la misère. Car au-delà des épreuves qui y ont contribué, le «décrochage» social que nous déplorons ici n'est tragique pour les êtres qu'en terme de dignité perdue: les événements leur ont ôté l'espoir d'être reconnus, estimés, respectés. Et voici qu'ils le retrouvent.

Le Revenu Minimum d'Insertion est une main tendue de tous à tous, y compris et surtout de ceux qui se flattent d'être socialement utiles et productifs à ceux que la vie a privé d'une telle satisfaction. Mais - et les chrétiens le comprendront d'emblée - l'allocation sera insuffisante (c'est Judas qui propose de vendre pour les pauvres le parfum dont Madeleine oint les pieds du Seigneur... et Celui-ci n'approuve pas cette substitution «productiviste» de l'argent à l'amour: «Vous aurez toujours des pauvres autour de vous, dit-il, mais moi, vous ne m'aurez pas...») A moins, donc, que ne s'y exprime mieux qu'avant le respect et la reconnaissance de chacun.

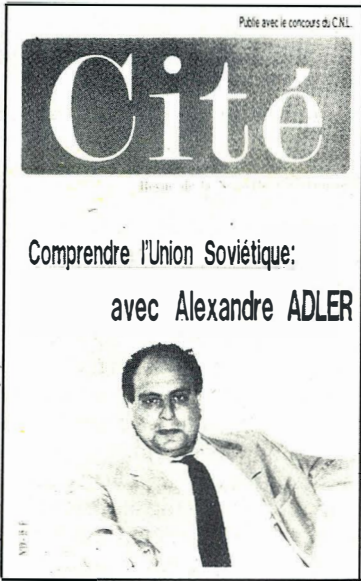
Luc de GOUSTINE

(1) M. José Bidegain, directeur général adjoint de Saint-Gobain, a qui M. Seguin avait confié une mission pour le chômage de longue durée («Le Monde» 16/7/88).

(2) Cf. le point de vue de J.-B. de Foucauld dans «Le Monde» du 30/8/88.

Bicentenaire

Le Centre perdu



Comprendre l'Union Soviétique

Le N°19 de la revue «Cité» (72 pages) est consacré à un dossier sur le système Gorbatchev.

- Entretien avec Alexandre ADLER
- Une nouvelle étape dans le développement du totalitarisme ? (Martin HYBLER)
- Antigone en Russie (Luc de GOUSTINE)
- A la recherche de l'Histoire (Martin HYBLER)

Dans ce n° 19 on pourra lire de plus les articles suivants :

- Revue des revues sur l'Europe (B. LA RICHARDAIS)
- Economie: une solution pour les pays en voie de développement: le co-développement (Areski DAHMANI)
- Forum: Charles Maurras et Auguste Comte (Gérard LECLERC)

BULLETIN DE COMMANDE

Nom

Adresse

☐ s'abonne pour 4 n° (125 F)

☐ commande le n° 19 (35 F)

Versements à l'ordre de «Cité»
CCP 23 982 63 N Paris

On a trop souvent tendance à présenter la période révolutionnaire comme une succession d'affrontements binaires, opposant républicains et royalistes. Le livre de Robert H. Griffiths vient battre en brèche cette vision simplificatrice.

Malouet, Mounier, Lally-Tolendal, Mallet du Pan et Montlosier; si vous n'êtes pas un fêru de l'histoire des idées politiques, ces noms ne vous disent sans doute pas grand chose. Pourtant de 1789 à 1799, ce sont les représentants les plus constants du courant «monarchien». Défenseurs acharnés d'un pouvoir royal réformé et renforcé, successeurs en cela du parti ministériel qui s'était vainement efforcé avant la Révolution de transformer la structure politique et sociale du royaume, les monarchiens durent affronter la double opposition des républicains jacobins et des ultras de la Contre-Révolution.

Pour les jacobins, ce ne sont que des contre-révolutionnaires comme les autres, d'autant plus dangereux qu'ils s'avancent masqués. «Citoyens, entonnait *Les Révolutions de Paris*, défiez-vous de ceux qui, en décriant le patriotisme, viennent à vous les mains pleines; défiez-vous des principes despotiques qu'ils cherchent à étayer par une bienfaisance illusoire et de pure ostentation... Ils viennent à vous comme des brebis, et ce ne sont que des loups dévorants.» Les ultras de la Contre-Révolution voient en eux, au contraire, les pères de la Révolution. Robert Griffiths rapporte les propos très significatifs de Montjoie : «...Ils sont les pères ou les aïeux des jacobins. Sans les Mounier, les Lally, les Clermont-Tonnerre, nous n'eussions jamais ouï parler des Lameth, des Barnave, Chapelier, d'André, etc. qui ont engendré les Brissot et les Manuel. Lorsque bâtards sont

atroces, il est naturel de se plaindre de l'incontinence des pères.»

Cette double opposition virulente et contradictoire trouve sa source dans les opinions que développent les monarchiens, opinions que R. Griffiths réunit sous le qualificatif de Centre, en

ordre politique de l'Etat, ne m'a jamais paru nécessaire à une bonne constitution... J'ai voté pour le décret qui a supprimé les parlements... Leur composition d'hommes privilégiés, l'influence qu'ils s'étaient attribuée sur l'administration et la législation, la trop grande étendue de leur ressort, et leur grande puissance étaient incompatibles avec un corps législatif permanent, peut-être même avec une constitution libre.» Mais ils s'opposent à la dérive révolutionnaire, réaffirmant constamment la néces-



ce qu'elles s'opposent à celles d'une Gauche jacobine comme à celles d'une Droite contre-révolutionnaire. Car les monarchiens n'adoptent pas une position de compromis entre deux idéologies antagonistes, ils ont leur propre conception de l'Etat et de la société. Ils ont accompagné la Révolution dans ses premières phases, approuvant la destruction des Ordres et la suppression des Parlements. Dans le *Journal Monarchique*, Malouet écrira: «Le dépouillement du clergé, la persécution qu'il éprouve ne sont sûrement pas dans mes principes; mais son existence, comme

sité d'un pouvoir monarchique fort. Emigrés en Angleterre lors de la Terreur, après s'être battu courageusement pour Louis XVI, les monarchiens poursuivirent leur combat, malgré la haine de ces contre-révolutionnaires plus entichés d'aristocratie que de royalisme... Vaincus politiquement, leurs idées inspirèrent plusieurs de nos constitutions, et sans doute indirectement celle de 1958.

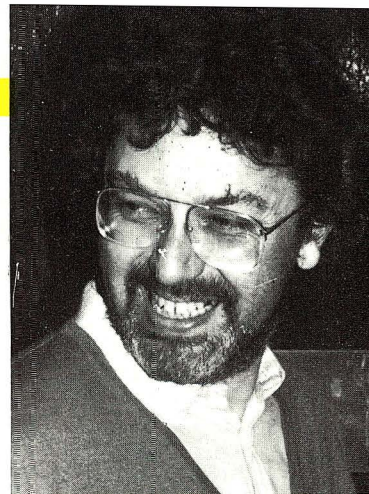
Patrick PIERRAN.

Robert Griffiths, *Le Centre Perdu*, 275 p. PUG. Prix franco: 134 frs.

Révolution Française :

Pourquoi le dérapage ?

■ Gérard Leclerc



Quelques uns des 40 articles de Michel Winock a consacré à l'année 1789 dans « Le Monde » m'ont échappé pour cause de migrations saisonnières. Mais j'ai apprécié dans l'ensemble le travail solide de l'auteur, son grand talent, malgré quelques désaccords de jugement sur les événements. Ce n'est pas sur le récit lui-même que je me permets quelques remarques critiques, mais sur les conclusions que Michel Winock a rassemblées dans son article du 3 septembre, sous le titre « *L'année sans pareille* ». Il s'agit d'un bilan de 1789 mais aussi d'une ouverture sur son futur proche d'où ressort nécessairement une question. Comment l'année 1789 « *qui trace désormais la ligne de partage entre les Etats de droit et les autres* » peut-elle déboucher sur « *les heures les plus sombres* » ? La raison immédiate est indiquée dès le départ. C'est « *sous le coup d'un double conflit avec le roi et avec l'Eglise* » que le dérapage se serait produit. Ce double conflit n'est pas niable, mais c'est sur sa nature et le complexe causal qui a entraîné la terreur que les interprétations divergent.

Mais au préalable, on ne peut que protester contre la simplification manichéenne qui consiste à faire de 89 et de la déclaration des droits de l'homme les repères d'émergence de l'Etat de droit. Grâce au ciel, le droit n'est pas né à la fin du XVIII^{ème} siècle, et il s'il peut marquer quelque progrès à cette époque (qui seront suivi de reculs) il les doit à un long héritage où la monarchie française a joué un rôle fondamental, les travaux de Blandine Barret-Kriegel l'attestent. Quant aux droits de l'homme eux-mêmes, ils posent autant de questions qu'ils n'en résolvent, le regretté Michel Villey l'avait bien montré. Et justement, cette question du droit, de son origine (la volonté générale ?), de son contenu, n'est nullement indifférente à la question du totalitarisme moderne, qui apparaît durant la Révolution française.

C'est d'ailleurs le point le plus grave de mon désaccord avec Michel Winock. Il me semble que pour lui, les raisons du dérapage se résument à l'opposition du roi aux acquis de 1789 et à celle de l'Eglise à la constitution civile du clergé. D'une formule simplificatrice, on résumait : c'est la faute à Louis, c'est la faute à Pie. Je sais bien que ses arguments sont plus complexes. D'un côté, il incrimine l'incompatibilité entre l'ancien absolutisme et le régime d'assemblée... De l'autre, il affirme que le pluralisme « *n'était pas acceptable par la papauté, non plus que par une bonne partie du clergé, comme en témoignent les cahiers de doléance* ». D'une façon plus décisive : « *Il n'était pas tolérable pour le magistère romain que la Vérité - à ses yeux indivisible - peut être soumise à une liberté de conscience, que sa critique peut être diffusée par la liberté d'expression* ».

L'argumentation paraît, a priori, irréfutable. Pourtant, elle est étrangement contredite par l'auteur, qui paraît oublier ce qu'il a écrit quelques paragraphes plus haut : « *Reste que les constituants recherchent le plus souvent l'unanimité ; que les « factions » sont à leurs yeux une anomalie, voire un scandale, que l'opposition est coupable : le dogme rousseauiste de la volonté générale ne fait pas toujours bon ménage avec la liberté de conscience et d'expression. Il faut en convenir : le pluralisme, une de nos valeurs modernes, n'était pas la conception révolutionnaire* ». La logique élémentaire commande de s'interroger sur l'incompatibilité de la doctrine romaine avec un « pluralisme » précisément exclu de la conception révolutionnaire. Cette contradiction qui échappe à l'auteur met sur la voie du véritable conflit d'alors.

En effet, si le « malentendu » de l'Eglise avec l'héritage révolutionnaire se perpétue si longtemps à travers le XIX^{ème} siècle, s'il a encore des séquelles aujourd'hui, c'est parce que la possibilité d'une société qui fait droit au pluralisme n'est nullement attestée. Bien au contraire, se dessine et s'élabore un conflit de légitimité, qui oppose à l'orthodoxie religieuse une orthodoxie des Lumières qui lui est contraire. Michel Winock sait très bien qu'au cours du XIX^{ème} siècle cette orthodoxie des Lumières se convertira en orthodoxie positiviste et qu'elle s'épanouira en une pédagogocratie (largement amorcée par les conceptions totalitaires de la Révolution) et ordonnée notamment par une anthropologie.

Il serait donc juste d'ajouter que l'antilibéralisme de l'Eglise était renforcé par l'antilibéralisme de la Révolution. Au demeurant, le traitement que fait subir à cette Eglise la constitution civile du clergé atteste assez qu'on la veut servir de la nation et qu'on entend légiférer sur les aspects les plus intouchables de sa constitution (les vœux de religion et la nomination des évêques).

Mais la question essentielle consiste à déterminer si le dérapage révolutionnaire tient à des facteurs endogènes et exogènes. Sans exclure les seconds, je crois que les seconds sont déterminants, à la différence de Michel Winock. Ce faisant, il reprend la thèse classique : c'est la contre-révolution qui oblige la Révolution à se précipiter dans la Terreur. Telle n'est pas du tout la pensée de François Furet, qui a fait accomplir pourtant quelques progrès à la problématisation du phénomène révolutionnaire. Mais je lui reprocherai surtout de sauter à pieds joints au-dessus des événements pour adopter la position des libéraux, non tant sur la révolution que sur l'évolution et la marche à la liberté et l'égalité. Chateaubriand et Tocqueville, Constant et Guizot peuvent établir la leçon des événements, avec le recul (historique et idéologique) dont ils bénéficient. Mais le problème des événements eux-mêmes est d'un autre ordre.

Il n'est pas possible de faire abstraction des facteurs propres à la Révolution, qui sont à la fois religieux et politiques. L'existence d'un courant athée, qui veut l'extinction totale du christianisme en France, est pourtant avérée. Pour Michelet et Quinet, l'échec de la Révolution c'est son impuissance à extirper le catholicisme de France, en dépit des efforts méritoires de la commune en 1793 ! C'est évidemment Robespierre qui s'est opposé à cette athéisation. Mais avec quelles intentions ? Sa religion de l'Etre suprême était-elle autre chose qu'une entreprise de récupération au profit de sa vision de l'Etat et de la société ?

Tout cela ne compte-t-il pas ? Sur le terrain plus directement politique, Michel Winock règle un peu vite la question d'un accommodement possible de la monarchie avec les institutions nouvelles. Les grands libéraux du XIX^{ème} siècle croyaient à un compromis, et il était pour eux, nécessaire. L'attitude de Louis XVI est loin d'être aussi hostile qu'il le dit. Surtout, il est étrange de le voir si insensible aux avertissements des vrais libéraux de l'époque, anglais et américains - et Burke est loin d'être le seul ! Dès les premiers mois, ils ont sentis le dérapage et annoncé l'évolution prochaine. La prépondérance des sociétés de pensée excluait par principe le compromis. Tendues vers l'utopie, elle ne pouvaient produire que la dictature idéologique. Le contraire de ce que les rares politiques comme Mirabeau avaient voulu construire.

Gérard LECLERC

Chronique commémorative

Le cardinal Lustiger a provoqué, chez certains, gêne ou irritation en associant à cette fête de l'Assomption qui clôturait l'année mariale, la commémoration du Vœu de Louis XIII, prononcé le 15 août 1638. Excès d'une archaïque mariolatrie ? Fausse attribution à un jeune roi, jouet, après ses favoris, de ses confesseurs et de Richelieu ? Inopportunité politique dans un État laïque à la veille de célébrer sa Révolution ? Le livre (1) de l'abbé Laurentin renverse ces contestations: comparant les tableaux de Philippe de Champaigne (2) et d'Ingres (3), il montre la déviation et le malentendu: dans le premier le Roi s'adresse au Christ, dans le second à Marie. Par sa perfection théologique, le Vœu de Louis XIII consacre le Royaume à Dieu et le met sous la protection de Marie. Les recherches, dont témoignent une bibliographie de 90 références, une chronologie parfois quotidienne de 1601 à... 1988 et de nombreuses citations, établissant que Louis XIII est bien l'auteur du Vœu: la première rédaction, retrouvée, nous en est ici donnée: de sa main et datée de 1630, elle est inspirée dans sa forme du traditionnel *Mem orare* du XV^e siècle (4). Attentif aux conseils qui porteront le texte à sa perfection théologique, politique et littéraire, le Roi saura aussi conclure en bousculant la prudence de Richelieu. René Laurentin nous révèle en effet un Louis XIII pieux, fort dans sa faiblesse, chevaleresque dans cette amitié avec Louise de Lafayette dont le dénouement annonce la Bérénice de Racine. Mais c'est la leçon politique qui nous retiendra ici: Louis XIII s'affranchit des partis, des lobbies, de sa famille même et affirme l'indépendance de l'État en s'appuyant sur le consensus

17 juillet 1429, sacre de Charles VII, 15 août 1638, vœu de Louis XIII, 20 janvier 1689, première représentation d'« Esther », de Jean Racine... Qui se laisse prendre au jeu des commémorations s'aperçoit qu'elle s'éclairent l'une l'autre, d'où la possibilité de broder une chronique sans fin.



■ Fresque de Colombey-les-deux-Eglises: interprétation du Vœu de Louis XIII « La France... telle la Madone aux fresques des murs » Charles de Gaulle - Mémoires de guerre

populaire qui attend un Dauphin. Si René Laurentin sait mettre en évidence l'actualité politique de telles consécration, en Pologne, aux Philippines, Pierre Chaunu tire, en bon protestant, une leçon historique et contemporaine: la séparation de l'Eglise et de l'Etat permet aujourd'hui de commémorer le Vœu de Louis XIII. Mais aussi: *Tous les peuples sont peuples de Dieu. Chaque peuple vit à sa manière le mystère de la l'Alliance. Tous les Français revendiquent Jeanne d'Arc.*

De ce 17 juillet 1429 où la *Musique armagnacque joue la Marseillaise* (5) voici deux témoins dont la différence de ton confirme la véracité: Pierre Moinot (6) nous donne à la fois une leçon d'Histoire et un roman de chevalerie. Chez Monteilhet (7) les mêmes faits, les mêmes détails sont rapportés par le personnage imaginaire, au cynisme déplaisant, d'un Vénitien de la Renaissance plongé

dans la dernière guerre médiévale. Le sacre, chez P. Moinot, est bien *ce sommet de l'Histoire de la France* (5) où s'accomplit *le plaisir de Dieu*. Notre Vénitien assiste à la cérémonie comme Chateaubriand au sacre de Charles X: rien n'échappe à sa verve mais il enregistre, perplexe, la déclaration de Jeanne confondant

Royaume de France et Royaume de Dieu. Il faut lire ces deux livres pour unir dans *l'amour sacré de la Patrie* celui qui croyait au Ciel et celui qui n'y croyait pas.

1 989 sera d'abord le tricentenaire d' Esther (8). Apprenons à prononcer l'invocation que Racine place dans la bouche de la jeune Reine: *O mon souverain Roi... Un premier inspir tout entier consommé dans la propulsion du O... Un deuxième pour mon souverain. Le troisième pour le seul Roi... Considérons maintenant que*

lorsqu'Esther veut apaiser, séduire, apitoyer, Assuérus, c'est par des périphrases de quatre à neuf vers. Ainsi:

Seigneur, je n'ai jamais contempné qu'avec crainte! L'auguste majesté sur votre front empreinte! Jugez combien ce front irrité contre moi! Dans mon âme troublée a pu jeter d'effroi! Sur ce trône sacré qu'environne la foudre! J'ai cru vous voir tout prêt à me réduire en poudre! Hélas, sans frissonner quel cœur audacieux! Soutiendrait les éclairs qui partent de vos yeux ?

C'est proprement s'adresser au Roi Soleil ! Le simple hémistiche dont nous ressentions à l'instant la densité, c'est ainsi que sans détour Esther se présente devant l'Eternel, de qui les rois tiennent leur royauté.

Esther donne devant le Roi et sa Cour par les jeunes filles de Saint-Cyr aurait aussi bien mérité le titre que Pierre Moinot donne à sa *Jeanne d'Arc: Le pouvoir et l'innocence*. C'est le sujet même de la pièce.

René Laurentin cite de Louis XIII: *Dieu ne m'a fait Roi que pour lui obéir et donner l'exemple*. C'est la leçon que, dans le Prologue d' Esther, Racine rappelle hardiment à Louis XIV. ainsi l'apogée de notre théâtre classique, si légitimement identifié aux grandes heures de la monarchie française, commémore ce que doit la royauté au Sacre et à la Consécration.

François BOURGUIGNON

(1) René Laurentin, *Le Vœu de Louis XIII*, préface de P. Chaunu, Ed. O.E. I.L.

(2) Musée des Beaux Arts, Caen.

(3) Cathédrale de Montauban.

(4) *Souvenez-vous, ô très douce et très pieuse Vierge Marie...*

(5) Joseph Delteil, *Jeanne d'Arc*, in Œuvres complètes, Grasset.

(6) Pierre Moinot, *Jeanne d'Arc*, Flammarion.

(7) Hubert Monteilhet, *La Pucelle*, De Fallois.

(8) Saint-Cyr, 20 janvier - 19 février 1689.

Gabriel Marcel à la B.N.

P our marquer le centenaire de la naissance du philosophe-dramaturge, l'association Présence de Gabriel Marcel qu'anime notre ami Joël Bouëssée, organise du 28 au 30 septembre un colloque et une exposition qui se tiendront à Paris à la Bibliothèque nationale.

Ces journées qui seront, entre autres, présidées par Emmanuel Le Roy Ladurie, René Rémond, Henri Gouhier, de l'Académie française, permettront l'analyse des différents aspects de l'œuvre de l'auteur du *Journal métaphysique*.

On notera en particulier qu'au cours de la première journée, le mercredi 28 septembre à partir de 14 h 30, seront étudiés les rapports de Gabriel Marcel avec l'idée monarchique. Pour aborder cette question, les organisateurs ont fait appel à Philippe Barthelet, Vladimir Volkoff et Pierre Boutang.

Ces débats philosophiques sont accompagnés par une exposition qui se prolongera jusqu'au 2 octobre.

Pour tous renseignements s'adresser directement à la Bibliothèque nationale, 2 rue Vivienne, Paris 2ème.

SOUSCRIPTION

Nous avons clos, au mois de juin la souscription ouverte pour couvrir les frais exceptionnels engagés pour les campagnes électorales du printemps. Depuis, quelques amis retardataires nous ont fait parvenir leur contribution. Nous en publions ci-dessous la liste et nous en profitons pour remercier à nouveau tous ceux qui, ayant répondu à notre appel, nous ont permis de mener une action efficace et remarquée...

7ème liste de souscripteurs

P. LECUREUIL 50 F - J.-P. DENICOURT 200 F - C. TEISSIER 60 F - J.-L. SARAZIN 10 F - A.

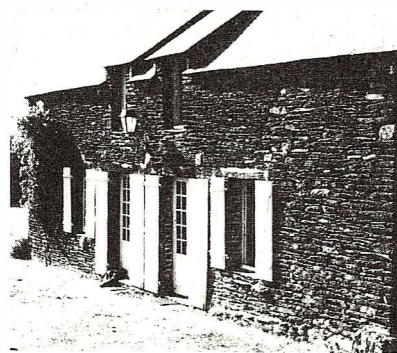
Rentrée Un bon démarrage

Notre session de « présentation de la N.A.R. » qui a eu lieu en Bretagne les 3 et 4 septembre marquait la reprise de nos activités après le calme relatif des vacances. Une pleine réussite dont nous nous félicitons.

V enus parfois de fort loin, les participants à notre session bretonne ne regretteront pas leur voyage. Malgré un temps un peu incertain, ils étaient une trentaine de « nouveaux » venus dans notre maison de « La rue des aubiers », prendre contact, souvent pour la première fois, avec la N.A.R.. Public très divers quant à l'âge (de 16 à 60 ans), quant aux professions, quant aux origines politiques, ils avaient tous en commun le désir ardent de mieux comprendre ce que nous sommes et ce que nous voulons.

La glace du début vite brisée, ce fut pour Bertrand Renouvin, qui animait la session, un feu roulant ininterrompu de questions du samedi matin au dimanche soir. Mêmes les repas et les pauses étaient mises à profit par les insatiables questionneurs !

Mais si l'étude et la réflexion furent ainsi mis à l'honneur ce ne fut pas cependant au détriment de l'ambiance, cha-



leureuse, amicale et détendue. La bonne chère dispensée par l'infatigable Yolande y fut pour quelque chose.

D'ores et déjà un certain nombre de participants ont décidé de nous apporter leur adhésion, d'autres nous ont promis leur aide, tous en tout cas sont repartis avec de nouvelles amitiés, une meilleure connaissance de la N.A.R. et le désir de la faire partager autour d'eux.

La « cuvée » des Aubiers 1988 s'annonce bonne...

Yvan AUMONT

PROPAGANDE

De tous les moyens publicitaires qui existent, l'expérience prouve, que ce sont nos lecteurs qui sont encore les plus efficaces ! C'est donc à eux que nous nous adressons prioritairement pour leur demander de nous aider à conquérir des abonnés nouveaux pour « Royaliste ». Et le meilleur support de propagande est encore le journal lui-même. Deux méthodes pour faire connaître « Royaliste » : 1) Vous nous donnez les noms et adresses de ceux de vos amis à susceptibles d'être intéressés et nous leur enverrons le journal pendant trois mois à titre d'essai. - 2) Vous souscrivez à un « abonnement-invendus » (71 F) et nous vous envoyons tous les quinze jours, pendant six mois, cinq exemplaires du journal à charge pour vous de les diffuser judicieusement.

Nous avons absolument besoin de votre aide, ne la ménagez pas !

AUTOCOLLANTS - Toujours disponibles, toujours efficaces, nos autocollants publicitaires vous attendent ! Quatre modèles sont disponibles (préciser le modèle désiré à la commande - Possibilité de panachage). Format 5x10cm, impression noire sur fond jaune.

Tarif (prix franco): 50 ex.: 20 F - 100 ex.: 34 F - 500 ex.: 106 F.

MINITEL

La N.A.R. est dotée d'un service minitel (36.15 code AGIR.NAR) qui vous permet de consulter notre documentation et de nous interroger sur tous les points pour lesquels vous désireriez des explications.

OFFRE SPECIALE AUX NOUVEAUX LECTEURS

Si ce journal vous a intéressé, vous pouvez bénéficier de notre offre exceptionnelle sans engagement de votre part. Pour 90 F seulement (au lieu de 210 F) vous pouvez recevoir: Un abonnement d'essai de trois mois, un livre présentant la vie et les idées du comte de Paris, le dernier livre de Bertrand Renouvin, une brochure « Connaissez-vous les royalistes d'aujourd'hui » et une documentation complète sur la NAR et ses publications.

Nom:

Prénom:

Date de naissance:

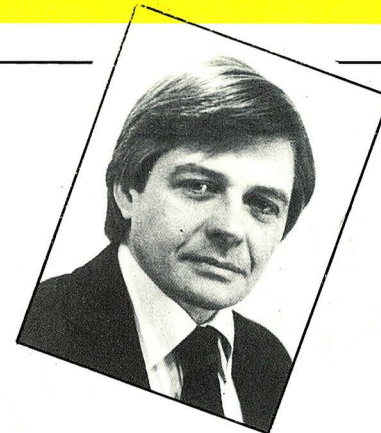
Profession:

Adresse:

désire bénéficier sans engagement de ma part de l'offre exceptionnelle et verse pour cela 90 F. Bulletin à retourner accompagné du règlement à:

« Royaliste », 17, rue des Petits-champs, 75001 Paris

Total précédent : 84.388 F
Total de cette liste : 4080 F
Total général : 88.468 F



Lignes directrices

Les évolutions les plus surprenantes s'achèvent souvent en constats d'une grande banalité. Ainsi, il est clair aujourd'hui que François Mitterrand est pleinement président de la République, reconnu comme tel par la quasi-totalité des Français...

Pourtant, il y a peu d'années, l'hypothèse d'une présidence arbitrale semblait tout à fait improbable dans un pays qui vivait au rythme bi-séculaire de sa guerre civile froide. Dénoncé au début de son premier septennat avec un fureur qui paraît maintenant ridicule, puis seulement toléré par une partie de l'opinion, François Mitterrand, au soir de sa réélection, apparaissait encore à beaucoup comme le simple chef d'une majorité présidentielle élargie. Or la récente déclaration de Raymond Barre, exprimant son accord avec les grandes orientations du président, montre l'ampleur du consentement dont ce dernier bénéficie.

Même si cette situation inédite ne sauve pas le pouvoir politique de toutes ses faiblesses et contradictions (j'aurai l'occasion d'y revenir) il faut reconnaître qu'il y a là un progrès majeur pour nos institutions et pour notre pays: silencieuse ou manifeste, la présence de François Mitterrand est indispensable à la cohérence et à l'efficacité de l'action entreprise, comme à l'équilibre de la vie politique.

DESSEIN

Ces remarques ne diminuent en rien le mérite du Premier ministre, et je tiens à le souligner d'autant plus nettement que, jusqu'au mois de juin, Michel Rocard restait pour moi incompréhensible. En prenant garde d'oublier le rôle d'Edgar Pisani et le fait que, entre 1986 et 1988 notamment, François Mitterrand a rendu possible ce que Michel Rocard a accompli, l'histoire retiendra que le Premier ministre a sauvé en Nouvelle Calédonie une paix qui paraissait définitivement compromise. Selon la méthode que nous avons si souvent préconisée (1), le Premier ministre a su faire renaître le dialogue puis susciter l'accord qui permet de préparer sereinement l'avenir néo-

calédonien. D'où notre oui sans réserve au référendum du 6 novembre, et la campagne que fera la Nouvelle Action royaliste pour que le nombre des réponses positives soit à la mesure de l'enjeu.

Dans cette conjoncture, comme elle était artificielle, et surtout dépassée, cette polémique autour du « grand dessein » ! Elle aurait pourtant dû nous réjouir puisque, depuis plusieurs années, nous reprochons aux socialistes leur absence de projet - soit qu'ils aient échoué, soit qu'ils l'aient épuisé. Mais il faut se garder des critiques rituelles autant que des approbations automatiques. Enfin conscients de ce vide, les socialistes semblent vouloir abandonner le ton sentencieux de doctrinaires sans doctrine qui nous a tant agacé et il faut se féliciter qu'ils s'interrogent, à l'invitation de Pierre Mauroy, sur leur identité. Mais gardons-nous des louanges excessives. Demeure le risque d'une fabrication de creux concepts à usage publicitaire et celui, tactique, d'un projet « attrape-tout » qui baignerait dans les mollesse consensuelles.

LIGNES

Il ne s'agit pas, bien entendu, de souhaiter l'abandon de la politique de rassemblement au profit d'un nouveau sectarisme doctrinal. Mais le rassemblement qui se ferait dans un esprit de conservatisme lénifiant entretiendrait l'état d'injustice et créerait de nouvelles fractures dans une société déjà fortement ébranlée. Dans l'espoir d'un vrai débat, indiquons quelques pistes que les responsables politiques, à la suite des chercheurs, devraient explorer après avoir soumis notre société à une réelle critique. Comme le suggère le philosophe Gilles Deleuze (2) nous avons besoin d'une nouvelle analyse du capital, et il nous faut reprendre sérieusement les critiques du système marchand et de la bureaucratie. On aurait tort de croire qu'il s'agit là de spéculations sans portée: une politique bien conduite est d'abord une politique bien pensée.

Cette réflexion lucide sur la moder-

néité permettrait de délaissier les complaisances néo-libérales (en économie) et les faux-semblants du pragmatisme, au profit d'une nouvelle visée politique: - un projet de justice sociale ne saurait évidemment se limiter au revenu minimum garanti et à l'impôt sur la fortune, aussi nécessaires soient-ils. Et la lutte contre le chômage, qui doit s'inscrire dans une politique d'ensemble encore trop floue, ne peut être menée à bien sans invention collective et participation populaire, comme l'a compris le prince Charles d'Angleterre.

- Objet d'innombrables discours, l'efficacité économique (qu'il faut distinguer de la rentabilité financière) suppose une planification démocratique qui est à réinventer, sous l'arbitrage et l'impulsion d'un Etat libéré de ses pesanteurs et de ses contradictions internes.

- Gouverner autrement signifie d'abord que l'on est décidé à gouverner effectivement. C'est à dire dans l'indépendance à l'égard des corporatismes, et en sachant imposer directives et orientations à une haute administration si arrogante que Bernard Kouchner, jeune ministre chargé de l'aide humanitaire, dit en éprouver un sentiment d'humiliation.

- Quant à l'Europe, il faut sans aucun doute souhaiter une coopération élargie et renforcée, mais en veillant à ce qu'on cesse de privilégier les produits au détriment de ses habitants. Là encore une analyse lucide s'impose. Contre le mythe d'une intégration économique, il est urgent de se préparer à une concurrence acharnée entre les nations, et indispensable de prévoir les moyens qui permettront de protéger les hommes de cette violence.

Ces exigences ne résument pas à elles seules le projet commun. Du moins indiquent-elles quelques urgences.

Bertrand RENOUVIN

(1) Cf. les articles de L. de Goustine, notamment dans nos numéros 476 et 482.

(2) « Magazine littéraire », septembre 1988. C'est à tort que Gilles Deleuze reproche à l'ensemble des « nouveaux philosophes » de dénoncer Marx sans critiquer le capital. Cette critique existe chez B.-H. Lévy (cf. « La Barbarie à visage humain ») et il est dommage qu'il ne l'ait pas développée.